

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 6 août 1997, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "relative au droit de réponse et au droit de réplique", a donné le 25 mars 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 6 augustus 1997 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende het recht van antwoord en het recht van repliek", heeft op 25 maart 1998 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE

Le présent avant-projet se donne pour objet de régler le droit de réponse et le droit de réplique s'exerçant par la voie des "médias périodiques". Ces "médias périodiques" sont définis, à l'article 2 de l'avant-projet, comme visant

"l'ensemble des procédés par lesquels il est mis à la disposition du public ou d'une catégorie de public, par livraisons régulières et par le biais de quelque support que ce soit, des signes, signaux, écrits, images, sons ou quelque autre sorte de message que ce soit.".

Le droit de réponse et de réplique s'exerçant par la voie de la radio ou de la télévision échappe à la compétence du législateur fédéral pour ressortir à celle du législateur communautaire, ceci conformément à l'article 4, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Le texte de l'avant-projet doit être revu en conséquence.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Arrêté de présentation

Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 1er

En vertu de son article 1er, la loi en projet règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution, c'est-à-dire une matière bicamérale optionnelle.

Cependant, l'article 12 contient des dispositions qui ont trait à la compétence du président du tribunal de première instance et relèvent, dès lors, de la procédure bicamérale intégrale prévue à l'article 77 de la Constitution.

Ces dispositions doivent être distraites du présent avant-projet. Elles trouveront leur place dans l'avant-projet de loi "modifiant l'article 587 du Code judiciaire" faisant l'objet de l'avis L. 26.846/4 donné ce jour.

Article 2

1. Sous réserve de l'observation générale, il y a lieu de rédiger l'article comme suit :

"Art. 2 Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par "média périodique" tout procédé par lequel ... ou quelque autre sorte de message que ce soit.".

.../...

2. De l'accord des délégués du ministre, cette disposition sera complétée afin de définir le droit de réponse, le droit de réplique dont il est question à l'article 10 de l'avant-projet et le droit visé à l'article 14. Ce dernier droit est également qualifié de "droit de réplique". Cette qualification n'est pas heureuse car elle risque de susciter une confusion entre le droit prévu à l'article 14 et celui visé à l'article 10.

A l'estime du Conseil d'Etat, le droit dont il s'agit à l'article 14 ne porte pas sur une réplique, mais bien sur un complément d'information ou une mise au point. Il conviendrait de trouver une autre dénomination donnant une idée précise de sa nature.

Article 3

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il serait préférable de prévoir, comme dans l'article 7 de la loi du 23 juin 1961, qu'une personne a le droit de requérir l'insertion d'une réponse en vue de rectifier des informations inexactes la concernant ou de répondre à une atteinte portée à son honneur ou à sa réputation.

Par rapport au texte en projet, les mots "en vue de" ont l'avantage de préciser non seulement quand mais également dans quel but et, partant, dans quelle mesure un droit de réponse est ouvert.

.../...

Par ailleurs, le texte néerlandais de cet alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Il y a lieu d'écrire "média périodique" au singulier.

La même observation vaut pour la suite de l'avant-projet.

3. De l'accord des délégués du ministre, le paragraphe 1er, alinéa 2, sera rédigé comme suit :

"La personne visée au paragraphe 1er peut exercer en une seule fois le droit de réponse à des messages diffusés dans plusieurs livraisons successives."

4. A l'alinéa 3, mieux vaut écrire :

"Il n'y a toutefois pas lieu à réponse lorsqu'une rectification ...".

5. De l'accord des délégués du ministre, le paragraphe 2 sera rédigé comme suit :

"§ 2 Si la personne visée au paragraphe 1er est décédée, le droit de requérir l'insertion gratuite d'une réponse appartient à tous les parents en ligne directe et au

.../...

conjoint ou, à leur défaut, aux parents les plus proches; il n'est exercé qu'une seule fois et par le plus diligent d'entre eux; si au jour du décès de la personne visée au paragraphe 1er, le délai prévu à l'article 4 est en cours, les ayants droit ne disposent que de la partie de ce délai restant à courir."

Article 4

Mieux vaut écrire :

"Art. 4 La requête est formulée par écrit et envoyée dans un délai d'un mois."

Article 5

Outre l'observation générale, il y a lieu d'écrire à la fin de la disposition "... ou à toute autre personne ayant le pouvoir de faire insérer la réponse" au lieu de "... ou à la personne qui a le pouvoir de décision de faire insérer la réponse".

Article 6

De l'accord des délégués du ministre, l'alinéa 1er sera omis et les 2°, 3° et 5°, seront plus clairement rédigés comme suit :

"2° la justification de l'une ou des conditions visées à l'article 3;

.../...

- 3° pour les personnes physiques, l'identité, le domicile ou la résidence du requérant et pour les personnes morales, le nom, la dénomination ou raison sociale et le siège ou l'établissement du requérant, ainsi que la qualité de la personne qui signe la requête;
- 4° ...;
- 5° la réponse."

Article 7

Le texte néerlandais du dernier alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8

1. Le délai de deux jours, prévu à l'article 8 de l'avant-projet, a été calculé pour les quotidiens, mais pourrait être, dans certains cas, difficilement praticable pour des hebdomadaires et des mensuels.

Il conviendrait d'adapter l'avant-projet en prévoyant des délais différents en fonction des impératifs techniques.

.../...

2. De plus, il y a lieu d'écrire :

- à l'alinéa 1er, "... après l'écoulement d'un délai ..." et "... est parvenue à l'une des personnes ...";
- à l'alinéa 2, "Si, au vu des circonstances de la cause, ...".

3. A l'alinéa 3, on remplacera le mot "pour" par le mot "par".

Article 9

Selon le Nouveau Petit Robert, la locution adverbiale "le cas échéant" présente un "grand rapport de sens" avec le terme "éventuellement".

En l'espèce, ce n'est pas éventuellement mais obligatoirement que l'insertion de la réponse doit être faite dans les mêmes caractères que l'information initiale.

Pour éviter toute équivoque, il y a lieu de supprimer les mots "le cas échéant".

Article 11

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il faudrait écrire "une réponse" au lieu de "un droit de réponse".

.../...

2. De l'accord des délégués du ministre, le paragraphe 1er, alinéa 2, sera rédigé comme suit :

"La lettre recommandée visée à l'alinéa 1er mentionne les raisons précises du refus et la référence aux dispositions de la présente loi auxquelles il n'est pas satisfait."

3. Au paragraphe 2, alinéa 1er, on écrira : "... par l'une des personnes visée à l'article 5."

4. De l'accord des délégués du ministre, le paragraphe 2, alinéa 3, sera rédigé comme suit :

"L'envoi d'une contre-proposition suspend l'obligation d'insertion jusqu'au moment où le requérant refuse ou accepte la contre-proposition."

5. Au paragraphe 3, il est préférable d'écrire : "... conformément aux paragraphes 1er et 2, ouvre ...".

Article 12

1. Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 1er.

.../...

2. Par ailleurs, de l'accord des délégués du ministre, il y a lieu de supprimer le membre de phrase "Sans préjudice de la faculté des parties de soumettre le litige à un organe sectoriel compétent".

En outre, dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer le mot "zetelt" par l'expression "zitting houdt".

3. A l'alinéa 2, devenant l'alinéa 1er, les mots ", conformément aux dispositions de la présente loi," sont inutiles et seront omis.

Cet alinéa gagnerait du reste à être rédigé de manière plus claire.

4. Le texte néerlandais de l'alinéa 3, devenant l'alinéa 2, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 13

Le délai de trente jours prévu à l'alinéa 2 est insuffisant. Il faut prévoir un délai minimum d'un mois à partir des dates mentionnées à l'article 12, alinéa 2, et, s'il y a lieu, jusqu'à ce que le litige ait été vidé.

.../...

Article 14

1. Les auteurs de l'article examiné lui donnent pour raison d'être "une confirmation légale et un renforcement de la présomption d'innocence" (1).

-
- (1) Les auteurs établissent un lien entre le texte en projet et l'article 50 de la loi française du 4 janvier 1993, portant réforme de la procédure pénale et adaptant l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

L'article 13 de la loi française du 29 juillet 1881 précitée a pour seuls objets la détermination des modalités du droit de réponse et les sanctions de son refus.

En droit français, le dispositif protecteur principal de la présomption d'innocence réside dans l'article 9-1 du Code civil aux termes duquel :

"Chacun a droit au respect de la présomption d'innocence. Lorsqu'une personne placée en garde à vue, mise en examen ou faisant l'objet d'une citation à comparaître en justice, d'un réquisitoire du Procureur de la République ou d'une plainte avec constitution de partie civile, est, avant toute condamnation, présentée publiquement comme étant coupable de faits faisant l'objet de l'enquête ou de l'instruction judiciaire, le juge peut, même en référé, ordonner l'insertion dans la publication concernée d'un communiqué aux fins de faire cesser l'atteinte à la présomption d'innocence, sans préjudice d'une action en réparation des dommages subis et des autres mesures qui peuvent être prescrites en application du nouveau Code de procédure civile et ce, aux frais de la personne, physique ou morale, responsable de l'atteinte à la présomption d'innocence."

S'y adjoint un système de publication judiciaire relatif au non-lieu. Ces règles de procédure pénale ne visent pas les affaires classées sans suite.
(suite page suivante)

.../...

La présomption d'innocence réside dans le principe selon lequel "Tout homme (est) présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable"(1) ; elle a pour conséquences, d'une part, que nul ne peut tenir pour "déjà condamné" un simple suspect et, d'autre part, que la liberté d'expression est outrepassée lorsqu'une personne, simplement suspectée d'avoir commis une infraction, est présentée comme coupable de celle-ci.

En Belgique, la loi du 12 mars 1998 relative à l'amélioration de la procédure pénale au stade de l'information et de l'instruction (2) contient des règles destinées à mieux garantir la présomption d'innocence. Il y va du

(suite de la page 11)

Il s'agit des articles suivants du Code de procédure pénale :

"Article 177-1 : Le juge d'instruction peut ordonner, sur la demande de la personne concernée, soit la publication intégrale ou partielle de sa décision de non-lieu, soit l'insertion d'un communiqué informant le public des motifs du dispositif de celle-ci, dans un ou plusieurs journaux, écrits périodiques ou services de communication audiovisuelle qu'il désigne.".

"Article 212-1 : La chambre d'accusation peut ordonner, sur la demande de la personne concernée, soit la communication intégrale ou partielle de l'arrêt de non-lieu, soit l'insertion d'un communiqué informant le public des motifs et du dispositif de celui-ci, dans un ou plusieurs journaux, écrits, périodiques ou services de communication audiovisuelle désignés par cette chambre.".

- (1) Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789, article 7; Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, article 6-2.
- (2) Publiée au Moniteur belge du 2 avril 1998, pp. 10.027 à 10.041. Cette loi entre en vigueur à la date fixée par le Roi et au plus tard six mois après sa publication au Moniteur belge (article 49).

.../...

renforcement des contrôles du procureur du Roi et du juge d'instruction sur la légalité des investigations (1), du régime des communications à la presse dans le respect des droits des personnes (2), du secret de l'information (3) et de l'instruction (4), ainsi que de la sanction de l'usage abusif des dossiers communiqués (5).

Cette loi ne modifie pas la nature provisoire et précaire des décisions de non-lieu et, a fortiori, de classement sans suite (6). En ce qui concerne la motivation de ces dernières (7), il a été dit par le Ministre de la Justice qu'elle resterait succincte (8). A l'estime du

(1) Code d'instruction criminelle, articles 28bis, § 3, alinéa 2, et 56, § 1er, alinéa 2.

(2) articles 28quinquies, §§ 3 et 4, 57, §§ 3 et 4.

(3) article 28quinquies, § 1er.

(4) article 57, § 1er.

(5) Code pénal, article 460ter.

(6) V. RUTSAERT, R.P.D.B., Complément, T. VI, V° Chose jugée, n^{os} 146 et 147.

(7) Code d'instruction criminelle, article 28quater, alinéa 1er.

(8) Doc. Chambre, sess. ord. 1997-1998, 857/24-96/97, p. 16 :

"Le ministre répond que le personnel nécessaire sera mis à disposition. Il précise par ailleurs que le but est de mentionner le type de décision de classement sans suite (classement sans suite parce que l'auteur est inconnu, classement pour des motifs d'ordre juridique, classement pour des raisons d'opportunité, etc.). Dans la pratique, il est en effet impossible de mentionner des raisons spécifiques propres à chaque affaire."

Conseil d'Etat, cette motivation obligatoire des décisions de non-lieu et de classement sans suite n'est pas conçue pour répondre aux intérêts que l'article 14 examiné entend protéger.

Il résulte de l'économie de l'avant-projet et de l'exposé des motifs (1) que l'article 14 ne vise pas les atteintes effectives à la présomption d'innocence, c'est-à-dire les cas où la presse aurait présenté comme coupable la personne sujette à une information, inculpée ou accusée : ces cas relèvent du droit de réponse prévu à l'article 3 de l'avant-projet et des autres protections qu'offre le droit en vigueur, tel le délit de diffamation. Il ne s'agit pas d'un droit de réponse, parce que l'information était à son origine, par hypothèse, véridique et correcte : il s'agit d'un complément d'information destiné à pallier a posteriori les oublis ou silences des organes de presse.

Il s'agit, en réalité, de dissiper dans l'esprit du public l'idée fausse selon laquelle, comme l'indique l'exposé des motifs, "la personne qui a été citée comme ayant fait l'objet de poursuites, d'interrogatoires, de perquisitions, est souvent considérée comme condamnée".

L'article examiné prévoit que le droit de réplique trouve à s'exercer en cas de décision de non-lieu, d'acquiescement ou de classement sans suite en faveur du requérant,

(1) Selon l'exposé des motifs, "Le droit de réplique n'est pas un droit de réponse "reporté" dans la mesure où il est ouvert même si les informations diffusées étaient exactes"; à supposer ces dernières fausses, il y a matière à exercer le droit de réponse.

pour autant que cette décision ne soit plus susceptible d'opposition, d'appel ou de pourvoi en cassation et qu'il soit fait mention, dans la requête, notamment de la juridiction ayant rendu cette décision (paragraphe 2, alinéa 1er). Il est ajouté que ce droit de réplique n'est pas ouvert dans le cas où le non-lieu a été acquis par suite de l'extinction de l'action publique (paragraphe 2, alinéa 2).

Ce régime est incohérent. En effet, les auteurs de l'avant-projet perdent de vue que le classement sans suite est une décision du ministère public qui intervient au stade de l'information, qu'en principe elle n'est pas définitive et qu'elle peut être décidée en opportunité pour des motifs étrangers à l'innocence de l'intéressé, par exemple la surcharge de travail du parquet ou des raisons de politique criminelle.

De même, les auteurs de l'avant-projet n'ont pas égard au fait que, non seulement la décision de non-lieu, mais également l'acquittal ou le classement sans suite peuvent intervenir par suite de l'extinction de l'action publique, les causes de cette extinction pouvant être : la prescription de l'action publique, le décès de l'inculpé, l'amnistie, l'abrogation de la loi pénale, l'exception de la chose jugée et la transaction.

Il appartient auxdits auteurs de déterminer s'il y a lieu d'ouvrir de la manière la plus large ce droit de réplique en l'accordant, non seulement en cas de décision d'acquittal, mais également en cas de non-lieu ou de classement sans suite, ou, au contraire, de le réserver à la décision d'acquittal. Il leur faut également prendre

.../...

position sur le point de savoir quelles sont les causes d'extinction de l'action publique qui feraient obstacle à l'exercice du droit de réplique.

L'exclusion éventuelle du droit de réplique en cas de décision de non-lieu ou de classement sans suite ou pour telle ou telle cause d'extinction de l'action publique devra être justifiée au regard, notamment, du principe constitutionnel de l'égalité des citoyens devant la loi, du droit au respect de la vie privée et du droit à l'information.

Les textes actuels devront être revus à la lumière de cette considération en fonction de l'option retenue par les auteurs de l'avant-projet.

2. Il ressort du paragraphe 4, alinéa 2, 2° et 3°, que des personnes morales peuvent requérir l'insertion d'un "droit de réplique". Selon les délégués du ministre, il s'agit là d'anticiper sur l'adoption du projet de loi instaurant la responsabilité pénale des personnes morales.

Pour des raisons de sécurité juridique, il ne peut être préjugé de l'adoption par le législateur d'un projet entraînant une réforme fondamentale du droit pénal belge. Il convient, dès lors, d'omettre au paragraphe 4, alinéa 2, 2°, les mots "et pour les personnes morales, le nom et le siège du requérant, ainsi que la qualité de la personne qui signe la requête" et, au paragraphe 4, alinéa 2, 3°, d'omettre les mots "ou, pour les personnes morales, de la personne qui agit en leur nom".

.../...

Article 16

Conformément à l'observation générale, le législateur fédéral n'est pas compétent pour abroger la loi du 23 juin 1961 en tant que celle-ci a trait à la radiodiffusion et à la télévision.

Article 17

Mieux vaut écrire :

"Le droit de réponse exercé avant l'entrée en vigueur de la présente loi, reste soumis à la loi du 23 juin 1961 relative au droit de réponse.".

OBSERVATION FINALE RELATIVE A L'ENSEMBLE DU PROJET

Il y a lieu de remplacer les mots "doit être" par "est", notamment à l'article 7, alinéas 1er et 3, et à l'article 11, § 1er, alinéa 1er (1).

OBSERVATIONS RELATIVES AU TEXTE NÉERLANDAIS

Le texte néerlandais du projet est susceptible d'amélioration. A ce sujet, plusieurs propositions de texte sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

(1) Pour les articles 4 et 6, la correction a été apportée dans la proposition de texte.

ALGEMENE OPMERKING

Het onderhavige voorontwerp heeft tot doel het recht van antwoord en het recht van repliek te regelen die via de "periodieke media" worden uitgeoefend. Volgens artikel 2 van het voorontwerp moet onder die "periodieke media" worden verstaan

"het geheel van procédés ... aan de hand waarvan door regelmatige afleveringen en door middel van welke drager ook tekens, signalen, geschriften, beelden, geluiden of enig ander soort bericht, ter beschikking worden gesteld van het publiek of van een categorie ervan.".

Overeenkomstig artikel 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen is het recht van antwoord en van repliek dat via radio of televisie wordt uitgeoefend een aangelegenheid van de wetgevers van de gemeenschappen en niet van de federale wetgever.

De tekst van het voorontwerp behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Indieningsbesluit

Het indieningsbesluit behoort als volgt te worden gesteld :

.../...

"Onze Minister van Justitie is gelast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze naam aan de Wetgevende Kamers voor te leggen en bij de Kamer van volksvertegenwoordigers in te dienen :".

Artikel 1

Krachtens artikel 1 van de ontworpen wet regelt die wet een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet, dat wil zeggen een aangelegenheid die volgens de optioneel bicamerale procedure dient te worden behandeld.

Artikel 12 bevat echter bepalingen die betrekking hebben op de bevoegdheid van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg en dus volgens de verplicht bicamerale procedure, bepaald in artikel 77 van de Grondwet, moeten worden behandeld.

Deze bepalingen behoren uit het onderhavige voorontwerp te worden weggelaten en ingevoegd in het voorontwerp van wet "tot wijziging van het artikel 587 van het Gerechtelijk Wetboek", waarover vandaag advies L. 26.846/4 is gegeven.

Artikel 2

1. Onder voorbehoud van de algemene opmerking, behoort dit artikel als volgt te worden gesteld :

.../...

"Art. 2 Voor de toepassing van deze wet moet onder "periodiek medium" worden verstaan elk procédé waarmee ... (voorts als in het ontwerp).".

2. De gemachtigden van de ministers zijn het ermee eens dat deze bepaling behoort te worden aangevuld met een definitie van het recht van antwoord, het recht van repliek, waarvan sprake is in artikel 10 van het voorontwerp, en het recht bedoeld in artikel 14. Het laatstgenoemde recht wordt in het voorontwerp eveneens als "recht van repliek" bestempeld. Die naamgeving is nogal ongelukkig, omdat daardoor verwarring dreigt te ontstaan tussen het recht bedoeld in artikel 14 en dat bedoeld in artikel 10.

Volgens de Raad van State heeft het recht waarover het in artikel 14 gaat geen betrekking op een repliek, maar wel op het geven van nadere informatie of een rechtzetting. Men zou een andere benaming moeten vinden die de aard van dat recht goed weergeeft.

Artikel 3

1. In paragraaf 1, eerste lid, zou het verkieslijk zijn om, zoals in artikel 7 van de wet van 23 juni 1961, te bepalen dat een persoon het recht heeft de opname van een antwoord te vorderen om onjuiste inlichtingen die hem betreffen recht te zetten of om te antwoorden op een aantasting van zijn eer of reputatie.

.../...

In vergelijking met de ontworpen tekst heeft de voormelde tekst het voordeel dat het woord "om" duidelijk aangeeft wanneer, maar ook met welk doel en, bijgevolg, in hoeverre een recht van antwoord kan worden uitgeoefend.

Voorts schrijve men vooraan in dit lid : "Onverminderd de andere rechtsmiddelen ...". Deze opmerking geldt ook voor artikel 14, § 1, eerste lid.

2. Men schrijve "periodiek medium" in het enkelvoud.

Deze opmerking geldt voor het gehele voorontwerp.

3. De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat paragraaf 1, tweede lid, als volgt dient te worden gesteld :

"De persoon bedoeld in paragraaf 1 kan het recht van antwoord op berichten die in verschillende opeenvolgende afleveringen zijn verschenen, in één keer uitoefenen."

4. In het derde lid zou beter worden geschreven :

"Er behoeft evenwel geen antwoord te worden opgenomen wanneer ...".

.../...

5. De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat paragraaf 2 als volgt moet worden gesteld :

"§ 2. Indien de persoon bedoeld in paragraaf 1 overleden is, komt het recht te verzoeken om kosteloze opname van een antwoord, toe aan alle bloedverwanten in de rechte lijn en aan de echtgenoot of, bij ontstentenis van dezen, aan de naaste bloedverwanten. Het voornoemde recht wordt slechts eenmaal en door de meest gerede van hen uitgeoefend. Indien de in artikel 4 bepaalde termijn loopt op de dag van het overlijden van de persoon bedoeld in paragraaf 1, beschikken de rechthebbenden slechts over het resterende gedeelte van die termijn."

Artikel 4

Het is beter te schrijven :

"Art. 4 Het verzoek wordt schriftelijk gedaan en binnen een termijn van een maand verzonden."

Artikel 5

Afgezien van de algemene opmerking, behoort in deze bepaling, in fine, te worden geschreven : "... of aan elke persoon die het antwoord kan laten opnemen" in plaats van "... of aan elke persoon die de beslissingsmacht heeft om het antwoord te doen inlassen".

.../...

Artikel 6

De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat het eerste lid dient te vervallen en dat de onderdelen 2°, 3° en 5°, als volgt duidelijker zouden zijn gesteld :

"De vordering dient op straffe van onontvankelijkheid de volgende gegevens te bevatten :

- 1° ...;
- 2° het bewijs dat aan (een van) de voorwaarden van artikel 3 is voldaan;
- 3° voor natuurlijke personen, de identiteit, de woonplaats of verblijfplaats van de verzoeker, en voor rechtspersonen, de naam, de benaming of firma en de zetel of vestiging van de verzoeker, alsook de hoedanigheid van de persoon die het verzoekschrift ondertekent;
- 4° ...;
- 5° het antwoord."

Artikel 7

In het laatste lid, in fine, schrijve men "... de goede zeden zijn en mag zonder reden geen derde in de zaak betrekken."

.../...

Artikel 8

1. De termijn van twee dagen, bepaald in artikel 8 van het voorontwerp, is berekend voor dagbladen en zou in sommige gevallen moeilijk na te leven zijn voor week- en maandbladen.

Het voorontwerp zou voorts moeten worden aangepast door onderscheiden termijnen voor te schrijven naargelang van de technische vereisten.

2. Bovendien schrijve men :

- in het eerste lid "Het antwoord wordt uiterlijk opgenomen in de eerste aflevering van het periodieke medium ...";
- in het tweede lid "Indien, gelet op de omstandigheden van de zaak, ... betreffende aflevering te ver af is, kan de verzoeker vorderen dat zijn antwoord in een andere, eerdere aflevering van het betreffende periodieke medium wordt opgenomen".

3. In het derde lid dient het woord "voor" te worden vervangen door het woord "door".

.../...

Artikel 9

De bijwoordelijke uitdrukking "in voorkomend geval" sluit aan bij de uitdrukking "als de gelegenheid zich voordoet" en bij het woord "eventueel".

In casu moet het antwoord niet eventueel doch verplicht in hetzelfde lettertype worden opgenomen als de oorspronkelijke informatie.

Om elke verwarring te voorkomen, behoren de woorden "in voorkomend geval" te vervallen.

Artikel 11

1. In paragraaf 1, eerste lid, schrijve men "een antwoord" in plaats van "een recht van antwoord".

2. De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat paragraaf 1, tweede lid, als volgt behoort te worden gesteld :

"De aangetekende brief bedoeld in het eerste lid vermeldt de nauwkeurige redenen voor de weigering en de bepalingen van deze wet waaraan niet is voldaan.".

3. In paragraaf 2, eerste lid, schrijve men "tegenvoorstel" zonder "d".

.../...

4. De gemachtigden van de minister zijn het ermee eens dat paragraaf 2, derde lid, als volgt dient te worden gesteld :

"Toezending van een tegenvoorstel schorst de verplichting tot opneming van een antwoord totdat de verzoeker het tegenvoorstel afwijst of aanneemt."

5. In paragraaf 3 is het beter te schrijven :

"Het te laat opnemen van een antwoord zonder dat er daarbij overeenkomstig de paragrafen 1 en 2 een afwijzing of een tegenvoorstel is geweest, geeft recht op een door de rechter vast te stellen vergoeding van de geleden schade."

Artikel 12

1. Er wordt verwezen naar de opmerking die onder artikel 1 is gemaakt.

2. Voorts zijn de gemachtigden van de minister het ermee eens dat het zinsdeel "Onverminderd de mogelijkheid waarover de partijen beschikken om het geschil aan een bevoegd orgaan van de sector voor te leggen" dient te vervallen.

Ook is het woord "zetelt" in deze context verkeerd. Men schrijve : "zitting houdt".

.../...

3. In het tweede lid, dat het eerste lid wordt, dienen de woorden "overeenkomstig de bepalingen van deze wet" als overbodig te vervallen.

Voorts behoort dit lid duidelijker te worden geredigeerd.

4. Het derde lid, dat het tweede lid wordt, behoort als volgt te worden gesteld :

"Wanneer de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg beveelt dat een antwoord moet worden opgenomen, beslist hij ten gronde en in laatste aanleg.".

Artikel 13

De in het tweede lid gestelde termijn van dertig dagen is te kort. Er behoort een termijn te worden voorgeschreven van minimaal een maand vanaf de datums vermeld in artikel 12, tweede lid, en in voorkomend geval, totdat het geschil beslecht is.

.../...

Artikel 14

1. Volgens de stellers van het onderzochte artikel is de reden van bestaan ervan dat het "de wettelijke bevestiging en de versterking van het vermoeden van onschuld" vormt (1).

-
- (1) De stellers van het ontwerp brengen de ontworpen tekst in verband met artikel 50 van de Franse wet van 4 januari 1993 "portant réforme de la procédure pénale et adaptant l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse".

Artikel 13 van de voormelde Franse wet van 29 juli 1881 heeft echter alleen betrekking op de bepaling van de nadere regels voor de uitoefening van het recht van antwoord en de straffen die op de weigering ervan staan.

In het Franse recht zit de grootste bescherming van het vermoeden van onschuld vervat in artikel 9-1 van de "Code civil", naar luid waarvan :

"Chacun a droit au respect de la présomption d'innocence. Lorsqu'une personne placée en garde à vue, mise en examen ou faisant l'objet d'une citation à comparaître en justice, d'un réquisitoire du Procureur de la République ou d'une plainte avec constitution de partie civile, est, avant toute condamnation, présentée publiquement comme étant coupable de faits faisant l'objet de l'enquête ou de l'instruction judiciaire, le juge peut, même en référé, ordonner l'insertion dans la publication concernée d'un communiqué aux fins de faire cesser l'atteinte à la présomption d'innocence, sans préjudice d'une action en réparation des dommages subis et des autres mesures qui peuvent être prescrites en application du nouveau Code de procédure civile et ce, aux frais de la personne, physique ou morale, responsable de l'atteinte à la présomption d'innocence."

Daarnaast bestaat er een regeling van gerechtelijke publicatie betreffende gevallen van buitenvervolginstelling. Die strafrechtelijke procedure-regels hebben geen betrekking op de geseponeerde gevallen.

Het vermoeden van onschuld komt tot uiting in het beginsel dat "Eenieder ... voor onschuldig (wordt) gehouden totdat zijn schuld ... bewezen wordt" (1); dat vermoeden heeft tot gevolg dat een gewone verdachte door niemand voor "reeds veroordeeld" mag worden gehouden en dat, wanneer iemand die er alleen van verdacht wordt een strafbaar feit te hebben gepleegd als de dader ervan wordt voorgesteld, de vrijheid van meningsuiting misbruikt wordt.

In Belgisch recht bevat de wet van 12 maart 1998 tot verbetering van de strafrechtspleging in het stadium van

Het gaat om de volgende artikelen van de "Code de procédure pénale" :

"Article 177-1 : Le juge d'instruction peut ordonner, sur la demande de la personne concernée, soit la publication intégrale ou partielle de sa décision de non-lieu, soit l'insertion d'un communiqué informant le public des motifs du dispositif de celle-ci, dans un ou plusieurs journaux, écrits périodiques ou services de communication audiovisuelle qu'il désigne.".

"Article 212-1 : La chambre d'accusation peut ordonner, sur la demande de la personne concernée, soit la communication intégrale ou partielle de l'arrêt de non-lieu, soit l'insertion d'un communiqué informant le public des motifs et du dispositif de celui-ci, dans un ou plusieurs journaux, écrits, périodiques ou services de communication audiovisuelle désignés par cette chambre.".

- (1) Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, artikel 6-2. Zie ook Verklaring van de rechten van de mens en van de burger van 26 augustus 1789, artikel 7.

.../...

het opsporingsonderzoek en het gerechtelijk onderzoek (1), regels die dat vermoeden van onschuld beter moeten waarborgen. In die wet gaat het om het verstrengen van het toezicht van de procureur des Konings en van de onderzoeksrechter op de wettigheid van de onderzoeken (2), de regeling voor het doen van mededelingen aan de pers met eerbiediging van de rechten van de betrokken personen (3), het geheim van het opsporingsonderzoek (4) en van het gerechtelijk onderzoek (5), alsook de straffen op het verkeerde gebruik van door de inzage in het dossier verkregen inlichtingen (6).

Door deze wet wordt niets gewijzigd aan de voorlopige en onzekere aard van de beslissingen tot buitenvervolginstelling en, a fortiori, tot het seponeren van dossiers (7). Wat de motivering van de laatstgenoemde

-
- (1) Bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 2 april 1998, blz. 10.027 tot 10.041. Die wet treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk zes maanden na de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad (artikel 49).
 - (2) Wetboek van Strafvordering, de artikelen 28bis, § 3, tweede lid, en 56, § 1, tweede lid.
 - (3) de artikelen 28quinquies, §§ 3 en 4, en 57, §§ 3 en 4.
 - (4) artikel 28quinquies, § 1.
 - (5) artikel 57, § 1.
 - (6) Strafwetboek, artikel 460ter.
 - (7) Zie Rutsaert, Répertoire Pratique du Droit belge, Complément, Boek VI, V° Chose jugée, nrs. 146 en 147.

beslissingen betreft (1), heeft de Minister van Justitie gezegd dat ze beknopt zou blijven (2). Volgens de Raad van State is die verplichte motivering van de beslissingen tot buitenvervolginstelling en tot het seponeren van dossiers niet geconcipieerd om de belangen te behartigen die men met het onderzochte artikel 14 wil beschermen.

Uit de strekking van het voorontwerp en uit de memorie van toelichting (3) blijkt dat artikel 14 geen betrekking heeft op werkelijke aantastingen van het vermoeden van onschuld, dat wil zeggen de gevallen waarin de pers een persoon omtrent wie een opsporingsonderzoek wordt gevoerd, die verdacht wordt of beschuldigd is, als schuldig zou hebben voorgesteld : die gevallen houden verband met het recht van antwoord, bepaald in artikel 3 van het voorontwerp, en met de andere vormen van bescherming die het

(1) Wetboek van Strafvordering, artikel 28quater, eerste lid.

(2) Gedr. St., Kamer, gewone zitting 1997-1998, 827/24-96/9-7, blz. 16 :

"De minister antwoordt dat het nodige personeel ter beschikking zal worden gesteld. Hij preciseert verder dat het de bedoeling is dat de soort van beslissing van seponering wordt vermeld (seponering omdat de dader onbekend is, seponering om redenen van juridische aard, seponering om opportuniteitsredenen, enz.). Het is immers in de praktijk ondoenlijk om voor elke zaak afzonderlijk de specifieke redenen op te geven."

(3) Volgens de memorie van toelichting "(is) het recht van repliek ... geen uitgesteld recht van antwoord aangezien voornoemd recht kan worden uitgeoefend zelfs indien de verspreide informatie juist was". Als de verspreide informatie onjuist was, dient het recht van antwoord te worden uitgeoefend.

geldende recht biedt, zoals die tegen eerroof. Het gaat niet om een recht van antwoord, aangezien de informatie die daaraan ten grondslag ligt, verondersteld wordt waarheidsgetrouw en correct te zijn; het gaat om nadere informatie die ertoe strekt zaken die de persorganen hebben vergeten mee te delen of verzwegen hebben, alsnog kenbaar te maken.

In feite is het de bedoeling het publiek af te helpen van het verkeerde idee dat, zoals de memorie van toelichting aangeeft, "de persoon die bij (name) is genoemd in het kader van vervolgingen, verhoren (of) huiszoekingen vaak reeds als "veroordeeld" (wordt beschouwd)".

Het onderzochte artikel bepaalt dat het recht van repliek kan worden uitgeoefend in geval van een beslissing tot buitenvervolginstelling, tot vrijspraak of tot het seponeren van het dossier ten gunste van de verzoeker, voor zover die beslissing niet meer vatbaar is voor verzet, hoger beroep of voorziening in cassatie en voor zover in het verzoekschrift inzonderheid vermeld wordt welk gerecht die beslissing heeft gewezen (paragraaf 2, eerste lid). Voorts wordt gesteld dat het recht van repliek niet kan worden uitgeoefend wanneer de buitenvervolginstelling verkregen is ten gevolge van het verval van de strafvordering (paragraaf 2, tweede lid).

Die regeling is onsamenvattend. De stellers van het voorontwerp verliezen immers uit het oog dat het seponeren een beslissing is die het openbaar ministerie in het stadium van het opsporingsonderzoek neemt, dat ze in beginsel niet

.../...

definitief is en dat daartoe om opportuniteitsredenen kan worden besloten om motieven die niets uit te staan hebben met de onschuld van de betrokkene, bijvoorbeeld het feit dat het parket overstelpt is met werk of redenen van strafrechtelijk beleid.

Zo ook zien de stellers van het voorontwerp over het hoofd dat niet alleen de beslissing tot buitenvervolginstelling, maar ook de vrijspraak of het seponeren van de zaak het gevolg kunnen zijn van het verval van de strafvordering. De oorzaken van dat verval van de strafvordering kunnen zijn : de verjaring van de strafvordering, het overlijden van de verdachte, amnestie, de opheffing van de strafwet, de exceptie van gewijsde en de schikking.

De voormelde stellers van het ontwerp dienen te bepalen of er grond bestaat dat recht van repliek ruimschoots te bieden, door de uitoefening ervan niet alleen mogelijk te maken in geval van een beslissing tot vrijspraak, maar ook in geval van buitenvervolginstelling of sepot, dan wel het alleen te bieden als tot vrijspraak is besloten. Zij moeten ook een standpunt bepalen omtrent de vraag welke redenen van verval van de strafvordering de uitoefening van het recht van repliek onmogelijk zouden maken.

Mochten zij beslissen de uitoefening van het recht van repliek onmogelijk te maken in geval van beslissing tot buitenvervolginstelling of tot sepot of indien de strafvordering om deze of gene reden vervalst, dan dienen zij zulks te motiveren in het licht van onder meer het

.../...

grondwettelijk beginsel van de gelijkheid van de burgers voor de wet, het recht op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en het recht op informatie.

De huidige teksten zullen in het licht van deze overweging moeten worden herzien, naargelang van de door de stellers van het voorontwerp gemaakte keuze.

2. Uit paragraaf 4, tweede lid, 2° en 3°, blijkt dat rechtspersonen de opname van een "recht van repliek" kunnen vorderen. Volgens de gemachtigden van de minister wil men daarmee vooruitlopen op de aanneming van het wetsontwerp tot invoering van de strafrechtelijke aansprakelijkheid van rechtspersonen.

Om redenen van rechtszekerheid mag niet worden vooruitgelopen op de aanneming, door de wetgever, van een ontwerp dat een fundamentele hervorming van het Belgisch strafrecht met zich zou brengen. In paragraaf 4, tweede lid, 2°, dienen de woorden "voor rechtspersonen de naam en de zetel van de verzoeker alsmede de hoedanigheid van de persoon die het verzoek ondertekent" te vervallen, terwijl in paragraaf 4, tweede lid, 3°, de woorden "of voor rechtspersonen, van de persoon die in hun naam handelt" dienen te vervallen.

.../...

Artikel 16

Overeenkomstig de algemene opmerking is de federale wetgever niet bevoegd om de wet van 23 juni 1961 op te heffen voor zover ze op de radio-omroep en de televisie betrekking heeft.

Artikel 17

Het is beter te schrijven :

"Voor het recht van antwoord, uitgeoefend voor de inwerkingtreding van deze wet, gelden de bepalingen van de wet van 23 juni 1961 betreffende het recht tot antwoord.".

SLOTOPMERKING OVER HET ONTWERP

Onder meer in artikel 7, eerste en derde lid, en in artikel 11, § 1, eerste lid, dient de constructie "moet ... worden" te worden vervangen door het woord "wordt" (1).

(1) Voor de artikelen 4 en 6 is die correctie reeds in de voorgestelde tekst aangebracht.

OPMERKINGEN OVER DE NEDERLANDSE TEKST

De Nederlandse tekst van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Onder voorbehoud van de voorgaande inhoudelijke opmerkingen worden, naast de tekstvoorstellen die in het corpus van dit advies gedaan zijn, ten overvloede en bij wijze van voorbeeld hierna de volgende opmerkingen gemaakt :

- in artikel 3, § 1, eerste lid, dienen de woorden "bij naam" te worden vervangen door de woorden "bij name". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp;
- in datzelfde artikel 3, § 1, eerste lid, behoren de woorden "inlassing/inlassen" te worden vervangen door de woorden "opname/opnemen". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp;
- in artikel 8, eerste lid, dienen de woorden "ten laatste" te worden vervangen door het woord "uiterlijk". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp;
- in artikel 11, § 2, tweede lid, schrijve men "niet binnen vijftien dagen" in plaats van "binnen de 15 dagen niet";
- in artikel 14, § 2, eerste lid, 3°, schrijve men "sepot"(synoniemen : seponering, sepositie) en niet "classering zonder gevolg", dat niet correct is. In het tweede lid dient het woord "ingevolge" te worden vervangen door de woorden "ten gevolge van".

.../...

In paragraaf 4, eerste lid, schrijf men "met" in plaats van "aan de hand van" en "op basis van" in plaats van "op grond van".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. X. DELGRANGE, auditeur. La note
du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. A. LEFEBVRE, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. X. DELGRANGE,
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opgesteld
en toegelicht door de
H. A. LEFEBVRE, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN